



Ville de Dombeni
15 Boulevard de la mairie
97660 DEMBENI
Tel : 02.69.62.15.81

Accord-cadre de prestations diverses de services

Avis d'appel public à la concurrence

Objet du marché à bons de commande

Fourniture, livraison et gestion des titres restaurant pour les agents de la commune

Numéro de Marché : 2026-2600001

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Mairie de Dembeni

Coordonnateur du groupement de commandes : Ville/ Caisse des écoles / CCAS

15 Boulevard de la mairie

BP 20

97660 DEMBENI

Téléphone : 02.69.62.15.81

E-Mail : commandepublique@dembeni.fr

Statut : Commune

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenus :

Le ou les points de contacts susmentionné(s).

L'avis concerne un accord-cadre.

Objet de l'accord-cadre :

Fourniture, livraison et gestion des titres restaurant pour les agents de la commune -

Fourniture, livraison et gestion des titres restaurant pour les agents de la commune

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) :non

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre

Lieu principal d'exécution :

Ville de Dembeni

Code NUTS : FRY50

CPV global à la consultation

CPV principal : 66133000-1

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Dévolution en accord-cadre unique.

Pour la période

Concernant le coordonnateur - Mairie de Dembeni :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 700 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le coordonnateur - Mairie de Dembeni :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 700 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le coordonnateur - Mairie de Dembeni :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 700 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le coordonnateur - Mairie de Dembeni :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 700 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Caisse des écoles de Dembéné :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 500 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Caisse des écoles de Dembéné :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 500 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Caisse des écoles de Dembéné :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 500 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Caisse des écoles de Dembéné :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 500 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Centre communale d'action sociale :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 100 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Centre communale d'action sociale :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 100 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Centre communale d'action sociale :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 100 000.00 euros HT.

Pour la période

Concernant le membre - Centre communale d'action sociale :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 100 000.00 euros HT.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

L'accord-cadre a une durée prévisionnelle de 12 mois.

L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois.

Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois.

Une retenue de garantie est prévue. Son taux par rapport au montant de l'accord-cadre est de 5 %

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou éventuellement une caution personnelle et solidaire.

Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 5 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur.

L'acheteur exclut de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 225-102-4 du code de commerce qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance comportant les mesures prévues au même article L. 225-102-4, pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

L'acheteur exclut de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 229-25 du code de l'environnement qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un bilan de leur émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre public.

Présentation de candidature :

Dépôt classique: La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site :<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont:

Capacité économique et financière :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Capacité technique et professionnelle :

- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de l'accord-cadre

Procédure : Appel d'offres ouvert

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères qui suivent, pondérés par pourcentage et notés sur 100 :

1. Critère Prix des prestations pondéré à 50 %.
2. Critère Valeur technique pondéré à 40 %.
3. Critère Sécurité, conformité et continuité de service pondéré à 10 %.

Modalités de mise en oeuvre des critères

1. Critère Prix des prestations

Apprécié au vu des informations suivantes : Le coût global du service (commissions, frais de gestion, frais annexes)

Les conditions tarifaires appliquées à l'émetteur

L'évolution éventuelle des tarifs sur la durée du marché

2. Le critère Valeur technique est défini par les sous-critères, pondérés par points, qui suivent.
Apprécié au vu des informations suivantes : a) Qualité de la solution de titres-restaurant
b) Qualité du réseau d'acceptation
c) Qualité du service et de la gestion

2.1. Sous-critère Qualité de la solution de titre restaurant pondéré à 15 points.
Apprécié au vu des informations suivantes Modalités de fourniture (dématérialisée et/ou papier)
Ergonomie et fonctionnalités de la plateforme de gestion
Facilité d'utilisation pour les bénéficiaires et l'employeur

2.2. Sous-critère Qualité du réseau d'acceptation pondéré à 10 points.
Apprécié au vu des informations suivantes Densité et couverture géographique du réseau d'acceptation
Typologie des établissements partenaires
Modalités d'information et de mise à jour du réseau

2.3. Sous-critère Qualité du service et de la gestion pondéré à 15 points.
Apprécié au vu des informations suivantes Délais de mise en service et de livraison
Organisation du service client (support employeur et bénéficiaires)
Procédures de gestion des incidents, réclamations et oppositions

3. Critère Sécurité, conformité et continuité de service

Apprécié au vu des informations suivantes : La sécurité des données et la conformité RGPD
Les dispositifs de lutte contre la fraude
Les garanties de continuité de service et plans de secours

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence de l'accord-cadre : 2026-2600001

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 29/01/2026

Date limite de réception des offres : 02/03/2026 à 15:00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par mandant administratif et virement bancaire.

Modalités de financement des prestations : Financement propre.

Avis périodique :

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre périodique.

Informations sur les reconductions : Reconduction tacite

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre : Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise peut présenter plusieurs offres pour l'accord-cadre en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Mamoudzou

Haut du jardin du collège

97600 Mamoudzou

France

Tél: 0269611556

Fax : 0269611862

Courriel: greffe-ta-mayotte@juradm.fr

Introduction des recours : 2 mois

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Autres Informations

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.